

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 22/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOSTIK

Route de Bailly
B.P. 30 009
60170 Ribécourt-Dreslincourt

Références : IC-R/0456/24-MB/SL
Code AIOT : 0005101506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement BOSTIK implanté Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOSTIK
- Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt
- Code AIOT : 0005101506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement BOSTIK a été créée en 1891. il est implanté sur la commune de Ribécourt-

Dreslincourt dans le département de l'Oise (60) et compte actuellement environ 180 personnes. Il est spécialisé dans la fabrication de colles et d'adhésifs. Les principales gammes de produits fabriquées sur le site BOSTIK de Ribécourt-Dreslincourt sont : • les émulsions vinyliques ; • les colles aqueuses ; • les colles thermofusibles ; • les colles solvantées, polyuréthannes, époxy et polyester. La production est de l'ordre de 55 000 tonnes par an. L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement est classé Seveso seuil haut par application de la règle du cumul pour l'addition des substances ou mélanges sources de dangers pour la santé. Parmi les actes administratifs applicables au site, les arrêtés préfectoraux complémentaires des 19/02/2014 et 29/01/2018 encadrent notamment le suivi des émissions atmosphériques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.1.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Emissions des COV au niveau des stockages	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.1.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 9.2.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.2.5.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Traitement des COV	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.2.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023 sont respectées. Il est donc proposé à madame la préfète d'abroger cet arrêté. Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport.

Par ailleurs, il apparaît que les dispositions relatives à la gestion des rejets atmosphériques

applicables à l'établissement (notamment celles des arrêtés préfectoraux complémentaires des 19/02/2014 et 29/01/2018) méritent d'être actualisées. Un porter à connaissance devra être transmis par l'exploitant à madame la préfète dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des envols de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2023
Prescription contrôlée : <p>[...] L'état des cartouches ou manches équipant les filtres des dépoussiéreurs est vérifié annuellement. Le résultat de ces contrôles et les actions menées en conséquence sont notifiés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 30/03/2023, il avait été constaté que l'état des cartouches ou manches équipant les filtres des dépoussiéreurs n'était pas vérifié annuellement et que l'exploitant n'avait pas mis en œuvre de registre notifiant le résultat de ces contrôles et des actions menées en conséquence.</p> <p>L'exploitant avait été mis en demeure de corriger ces non-conformités par arrêté préfectoral du 08/09/2023.</p> <p>Par courriel du 27/12/2023, l'exploitant a transmis un tableau sous format Excel qui recense l'ensemble des dépoussiéreurs du site. Ce tableau précise, pour chaque équipement, les préconisations suite au contrôle du mois de mai 2023, l'échéance fixée pour la mise en œuvre de ces préconisations et la date de réalisation des actions préconisées.</p> <p>Par ce même courriel, l'exploitant a transmis les rapports de la société Delta-Neu relatifs aux travaux réalisés.</p> <p>Lors de l'inspection du 17/10/2024, l'exploitant a présenté le fichier correspondant pour l'année 2024. Les équipements ont été contrôlés au mois de juillet 2024.</p> <p>L'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023 est donc</p>

respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Emissions des COV au niveau des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions de COV au niveau des stockages
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les pompes de transfert du MDI et du TDI sont des pompes magnétiquement couplées ou d'une technologie de performance équivalente en terme de rejet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 30/03/2023, l'exploitant n'avait pas été en mesure d'apporter les éléments attestant que les pompes de MDI et TDI en place sur le site sont des pompes magnétiquement couplées ou d'une technologie de performance équivalente en termes de rejet.</p> <p>L'exploitant avait été mis en demeure de corriger cette non-conformité par arrêté préfectoral du 08/09/2023.</p> <p>Par courriels des 26/07/2023 et 24/08/2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des photographies après décalorifugeage des plaques constructeur des pompes équipant les réservoirs de MDI et TDI (2 pompes par réservoir de marque PCB de type ETS 40 et LAM-CA 40-12,5) ; • les fiches techniques associées. <p>Les fiches techniques mentionnent explicitement qu'il s'agit de pompes à entraînement magnétique, sans garniture mécanique.</p> <p>L'alinéa 3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023 est donc respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance par la mesure
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les rejets 1, 3, 4, 5, 6, 7, 51 et 52 (cf. repérage sous l'article 3.2.2) affectés aux chaudières, sont mesurés les paramètres suivants :</p> <p>Débit, O₂, NO₂ et SO_x : fréquence triennale</p> <p>Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p> <p>Pour les rejets 32, 47 à 50, 56 à 58 et 59 (cf. repérage sous l'article 3.2.2) associés aux émissions de poussières, sont mesurés les paramètres suivants :</p> <p>Débit, poussières : fréquence triennale</p> <p>Pour les rejets 8 à 31, 36 à 45, 53 à 55 (cf. repérage sous l'article 3.2.2) autres que les rejets des utilités, sont mesurés les paramètres suivants :</p> <p>Débit, COVNm, COV spécifiques réglementés à l'article 3.2.4 : fréquence triennale (les rejets des ateliers PU, EPU et émulsions sont contrôlés au plus tard au premier trimestre de l'année 2014 - les rejets de l'atelier polyester sont contrôlés au cours des 12 mois suivant la mise en service).</p> <p>Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont corrélés avec les valeurs du plan de gestion de solvants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 30/03/2023, il avait été constaté que certains émissaires (n° 39, 41, 44, 45, 53 et 54) n'avaient pas fait l'objet des analyses triennales prescrites.</p> <p>L'exploitant avait été mis en demeure de corriger ces non-conformités par arrêté préfectoral du 08/09/2023.</p> <p>Par courriel du 31/05/2023, l'exploitant a transmis un rapport d'analyses réalisées les 29 et 20/04/2023 des rejets n° 39, 41, 44 et 55 de la société Coelys (rapport référencé R-23-04-025).</p>

Les paramètres analysés comprennent le débit et les COVNM, tel que prescrit par l'arrêté préfectoral du 19/02/2014.

Ce rapport conclut au respect des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral du 29/01/2018.

L'acrylamide n'a pas été recherché pour l'émissaire n° 44 (paramètre réglementé pour cet émissaire par l'arrêté préfectoral du 29/01/2018). L'exploitant a indiqué que cette substance n'était plus utilisée sur le site depuis 2020 (sans objectif d'utilisation à court terme). L'exploitant a confirmé que cette substance serait recherchée en cas d'utilisation.

Lors de l'inspection du 17/10/2024, l'exploitant a présenté un tableau qui recense l'ensemble des émissaires du site et en précise les caractéristiques et valeurs limites d'émission associées.

De ce tableau et des échanges avec l'exploitant, il ressort que l'équipement associé à l'émissaire n° 45 (évent G10E3 de l'atelier Emulsions) est à l'arrêt et n'a pas fonctionné depuis la précédente inspection (sans objectif de mise en service à court terme). Il n'a donc pas pu faire l'objet d'analyse des rejets atmosphériques. L'exploitant a confirmé qu'une analyse des rejets atmosphériques serait réalisée en cas de mise en service de l'équipement précité.

De plus, les émissaires 53 et 54 sont en fait des points de mesure intermédiaires en aval de deux filtres à charbon actif installés en série avant rejet final en toiture de l'atelier PE (émissaire n° 55). Les émissaires n° 53 et 54 ne constituent donc pas des rejets directs à l'atmosphère. Le suivi de l'efficacité des charbons actifs associés est réalisé bimensuellement (voir le point de contrôle n° 6 du présent rapport).

Ces derniers éléments ne correspondent pas aux termes de l'arrêté préfectoral du 29/01/2018 qui recense les points d'émission à l'atmosphère. L'exploitant a indiqué en séance qu'un porter à connaissance permettant de mettre à jour les dispositions relatives aux émissions atmosphériques du site serait prochainement transmis en préfecture de l'Oise.

On note que l'exploitant a déjà porté à la connaissance de la préfète par courrier du 17/03/2023 le raccordement de l'ensemble des rejets en COV des ateliers PU et EPU à un unique émissaire faisant l'objet d'un traitement par charbon actif.

Au regard des éléments précédents, dans la mesure où les émissaires associés à des équipements en fonctionnement ont fait l'objet d'un contrôle des rejets atmosphériques depuis moins de 3 ans, l'alinéa 1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023 est donc respecté.

Il conviendra toutefois que l'exploitant prenne en compte les observations ci-dessous.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observations :

L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais un porter à connaissance permettant de mettre à jour les dispositions relatives aux émissions atmosphériques du site.

<p>Une analyse des rejets atmosphériques comprenant l'acrylamide devra être réalisée sans délai en cas d'utilisation de cette substance au niveau de l'équipement associé à l'émissaire n° 44.</p> <p>Une analyse des rejets atmosphériques devra être réalisée sans délai en cas de mise en service de l'équipement associé à l'émissaire n° 45.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Valeurs limites de concentration dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et la teneur en oxygène étant ramenée à 3 % en volume.</p> <p>Utilités [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les chaudières fonctionnant au fioul domestique : <p>Concentrations instantanées en mg/Nm3</p> <p>Conduits n°3 et 6</p> <p>Poussières : 50</p> <p>SOX en équivalent SO2 : 170</p> <p>NOX en équivalent NO2 : 150</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 30/03/2023, il avait été constaté que les valeurs limites d'émission en NOx étaient dépassées pour les chaudières Fluide Thermique Pilote (conduit n° 3) et Eau Chaude Pilote (conduit n° 6) lors des derniers contrôles des émissions atmosphériques.</p> <p>L'exploitant avait été mis en demeure de corriger ces non-conformités par arrêté préfectoral du 08/09/2023.</p>

Par courriel du 18/12/2023, l'exploitant a transmis un devis portant sur le remplacement de la chaudière Fluide Thermique Pilote au fuel par une chaudière électrique.

Lors de l'inspection du 17/10/2024, l'exploitant a indiqué que le remplacement de la chaudière Fluide Thermique Pilote était effectif.

L'exploitant a indiqué que la chaudière Eau Chaude Pilote (utilisée pour le chauffage de l'atelier Pilote) était en cours de démantèlement et serait remplacée au mois de novembre 2024 par une pompe à chaleur.

La visite de terrain a permis de constater :

- la présence d'une chaudière électrique en lieu et place de la chaudière Fluide Thermique Pilote ;
- la dépose de l'alimentation en fioul de la chaudière Eau Chaude Pilote et les aménagements réalisés pour la mise en place de la pompe à chaleur.

Les chaudières au fioul étant remplacées par des installations à alimentation électrique, les dispositions relatives aux émissions atmosphériques ne sont plus adaptées.

L'alinéa 3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023 est donc respecté.

L'exploitant a indiqué en séance que les modifications précitées seraient intégrées au porter à connaissance à venir (voir le point de contrôle n° 3 du présent rapport).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation :

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.2.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 16/08/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, réalisé selon les guides en vigueur et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet annuellement ce plan de gestion des solvants à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire ses consommations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 30/03/2023, il avait été constaté que le plan de gestion transmis par l'exploitant était incomplet car d'une part, il ne présentait pas les actions visant à réduire les consommations de solvants et, d'autre part, les données qui y apparaissaient n'étaient pas justifiées.</p> <p>L'exploitant avait été mis en demeure de corriger ces non-conformités par arrêté préfectoral du 08/09/2023.</p> <p>Par courriel du 24/08/2023, l'exploitant a transmis un document synthétique élaboré par la société Coelys (avec laquelle l'exploitant a développé l'outil d'élaboration de son PGS). Ce document reprend la synthèse de la collecte des données saisies dans l'outil.</p> <p>De plus, à défaut de réduction de la consommation de solvants, l'exploitant a transmis les éléments relatifs à la réduction des émissions de COV mis en œuvre en 2023 (en lien avec le porter à connaissance relatif à la mise en place de l'unité de traitement par charbons actifs - cf. point de contrôle n° 3 du présent rapport).</p> <p>L'alinéa 5 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023 est donc respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 6 : Traitement des COV

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 3.2.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des COV</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 01/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de vérifier l'efficacité du système de traitement des COV, l'exploitant réalise tous les 15 jours</p>

une mesure en sortie de cheminée afin de vérifier la saturation des filtres à charbon actif des émissaires n° 9, 10, 12, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 30, 44, 54 et 55. Les résultats et les actions menées sont tenus sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les résultats obtenus permettent de vérifier que le % d'extraction en COV par les installations de traitement sur charbon actif est supérieur ou égal à 80 %.

Constats :

Lors de l'inspection du 30/03/2023, il avait été constaté que l'exploitant ne réalisait pas tous les 15 jours une mesure en sortie de cheminée afin de vérifier la saturation des filtres à charbon actif des émissaires n° 44, 54 et 55.

L'exploitant avait été mis en demeure de corriger ces non-conformités par arrêté préfectoral du 08/09/2023.

Lors de l'inspection du 17/10/2024, l'exploitant a présenté les fichiers de suivi des émissaires n° 44 et de l'atelier PE (n° 53 et 54).

Comme indiqué dans la fiche de constat n° 3 du présent rapport, les émissaires 53 et 54 sont en fait des points de mesure intermédiaires au niveau de deux filtres à charbon actif installés en série avant rejet final en toiture de l'atelier PE (émissaire n° 55).

Ces fichiers présentent les résultats des mesures bimensuelles (dans la mesure du possible en fonction du fonctionnement des équipements associés) en entrée et sortie filtres à charbon actif et le rendement ainsi mesuré.

Les mesures sont réalisées par l'exploitant avec un capteur PID (technologie à photoionisation). L'exploitant a indiqué que cet appareil était calibré tous les 6 mois et testé lors des contrôles inopinés ainsi qu'avec le capteur en ligne en place sur le site (ligne PU / EPU).

L'alinéa 6 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/09/2023 est donc respecté.

On note que le rendement calculé pour les charbons actifs est très variable en fonction des concentrations mesurées en amont de ces équipements. De fait, il est le plus souvent inférieur à 80 % lorsque les concentrations en entrée d'équipement sont faibles (par exemple, pour l'émissaire n° 44, rendement calculé en semaine 26 de 55 % avec une concentration amont de 23 mg/m³ et rendement calculé en semaine 40 de 86 % avec une concentration amont de 258 mg/m³). L'exploitant a donc indiqué en séance qu'il envisageait de demander la suppression de l'obligation de mesures bimensuelles dans le porter à connaissance à venir (voir le point de contrôle n° 3 du présent rapport).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure